

juillet 1995 ont vu naître une coalition de sept partis, avec à leur tête M. Banharn Silapa-archa comme Premier ministre.

La Thaïlande est un État unitaire où le gouvernement central exerce un immense pouvoir administratif. Plus de cent villes et municipalités forment le seul palier de gouvernement local qui soit efficace mais, exception faite de Bangkok, rares sont celles qui possèdent une assiette fiscale adéquate. C'est pourquoi ces administrations sont largement tributaires de subventions provenant du gouvernement central. Des représentants des ministères du gouvernement central sont chargés de l'administration au palier provincial et, bien qu'il existe des conseils provinciaux élus, le pouvoir véritable dans les provinces est aux mains de la bureaucratie. La décentralisation et l'élection de gouverneurs provinciaux sont prévues dans le programme politique actuel de la Thaïlande. On a déjà entrepris des réformes visant à faire de l'armée une force politique plus professionnelle et apolitique.

En suivant des plans quinquennaux, le gouvernement thaïlandais souhaite atteindre des objectifs d'ordre socioéconomique. Le plan d'action actuel, le septième qu'a adopté le gouvernement, vise à maintenir une croissance économique annuelle de 8,2 % en moyenne au cours de la période

visée, à niveler la répartition des revenus, à améliorer les ressources humaines ainsi que la qualité de vie, à réduire la pollution, à diversifier le commerce et à mettre en place une infrastructure viable. Pour assurer le maintien de la croissance économique, il est important que le secteur privé participe au développement; cet état de choses ouvre la voie à une augmentation de l'investissement étranger direct. Les Japonais se classent depuis longtemps au premier rang des investisseurs étrangers en Thaïlande. La vigueur de l'économie thaïlandaise et l'investissement étranger considérable donnent à penser que la Thaïlande affichera une croissance économique soutenue dans un avenir prévisible.

Le gouvernement thaïlandais joue un rôle déterminant dans la région, du fait qu'il amène les dirigeants des pays membres de l'ASEAN à s'engager dans l'intégration économique à l'échelle régionale grâce à la zone de libre-échange de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et à l'APEC (Organisation de coopération économique Asie-Pacifique), dont les membres ont promis l'an dernier d'instaurer le libre-échange dans la région d'ici à l'an 2020. La Thaïlande est vouée à jouer un rôle important dans l'ouverture de nouveaux marchés en Indochine — au Viêt-nam, au Laos et au Cambodge.